

COP 21
« FEMMES ET CLIMAT »

PARIS, 8 DÉCEMBRE 2015

DISCOURS D'OUVERTURE DE SÉGOLÈNE ROYAL
MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Bonjour à toutes – et quelques tous que je vois malgré tout présents dans la salle !

Je suis vraiment très heureuse d'ouvrir ce pavillon France pour cette Journée des Femmes aux côtés de militantes de longue date : Mary Robinson, Vandana Shiva, Marie-Dominique Robin et Winnie Byanyima qui va nous rejoindre tout à l'heure. Je vous demande de les applaudir.

Les femmes ont longtemps été les oubliées des négociations climatiques, et pourtant il y a eu quelques étapes : en 1979, la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à leur égard ; en 1992, la Convention sur la diversité biologique à Rio était accompagnée d'un plan d'action reconnaissant les savoir-faire traditionnels des femmes et leur droit à la terre ; les objectifs du développement durable, qui retiennent l'importance de l'égalité homme - femme ; la création de l'ONU Femmes en 2010, qui a constitué un précieux renfort. Mais il a fallu attendre le Sommet de Lima pour que soit lancé un programme de travail visant à renforcer la participation effective des femmes dans les organes de la convention des partis et à mettre en œuvre des politiques opérationnelles faisant de l'égalité homme – femme une condition de l'efficacité de la bataille climatique.

J'observe qu'aujourd'hui un tiers des INDC, c'est-à-dire les contributions remises par chaque pays, évoque l'importance de l'implication des femmes et de leurs apports contre le désordre climatique. Un tiers. Regardons l'aspect positif : il va falloir que pendant toute l'année 2016 ces INDC soient complétées par ce volet qui leur manque encore.

L'actuel COP est en cours. Au moment où l'accord est en cours de négociation, il est très important que se tienne cette réunion. Je remercie les Nations Unies d'avoir prévu l'organisation de cette journée afin de remettre les femmes au cœur des problèmes subis mais aussi au cœur des solutions efficaces.

(...)

La première observation que je voudrais faire est la vulnérabilité aggravée pour les femmes du fait de leur statut inégalitaire aux impacts du dérèglement climatique. Pourquoi ? Parce qu'on sait que le réchauffement climatique appauvrit les plus pauvres, et parmi eux les plus pauvres des pauvres sont les femmes qui représentent 70 % des personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour. Le réchauffement climatique raréfie les ressources naturelles dont dépend, en milieu rural, la subsistance des familles, tâche qui incombe quasiment uniquement aux femmes : recherche de plus en plus difficile de bois et d'eau, mise à contribution des filles au détriment de leur scolarisation (...).

Sécheresse, désertification, inondation, autant de menaces sur les activités agricoles dont les femmes ont majoritairement la charge, produisant dans certains pays jusqu'à 80 % de l'alimentation. Oui, l'agriculteur est d'abord une agricultrice, dont le pouvoir économique est limité par un moindre accès à la propriété foncière et par un moindre accès au prêt bancaire. Dans certains pays, comme je l'ai dit, les femmes font 80 % du travail agricole mais n'ont accès qu'à 5 % des crédits bancaires et quasiment à rien du tout en terme de propriété foncière.

Quand l'insécurité alimentaire s'accroît, ce qui est une des conséquences du dérèglement climatique, les femmes qui nourrissent leur famille et leurs enfants avant de se nourrir elles-mêmes sont davantage touchées par la malnutrition. Elles sont aussi, avec les enfants, les plus durement touchées par les événements météorologiques extrêmes : on a calculé qu'elles étaient 14 fois plus que les hommes susceptibles de mourir dans de telles circonstances. Lors du terrible tsunami qui frappa l'Asie en 2004, 70 % des victimes étaient des femmes. Réfugiées climatiques sur les routes ou dans les camps, elles encourent d'autres dangers : les violences, les viols, les réseaux criminels qui recrutent pour la traite.

Cet impact différencié du dérèglement climatique est directement lié au statut inégal des femmes. Il est connu. Il doit être pleinement reconnu et explicitement pris en compte dans toutes les politiques climatiques.

Pourtant, c'est ma seconde observation, les femmes, en dépit des discriminations qui les fragilisent, sont souvent formidablement combatives, inventives, créatives, allant chercher on ne sait où des sursauts de vie, et

d'abord pour leur famille, avant d'aller chercher ces sources de vie pour elles-mêmes. Elles ont une énergie décuplée par les épreuves. Elles n'ont rien, dans certains endroits, et elles arrivent à en faire quelque chose, à partir de rien... Vous avez raconté, par exemple, Vandana, que ce sont des femmes vivant en pleine forêt, illettrées, méprisées, exploitées, qui ont lancé le mouvement Chipco contre l'abattage des arbres en enlaçant leurs troncs pour les protéger. Et des femmes de tribus du Kerala ont été les premières à organiser des sit-in contre l'assèchement et la pollution des nappes phréatiques contre les grandes usines.

Oui, on retrouve sous toutes les latitudes des exemples de cette combativité des femmes contre les atteintes qui détruisent leur environnement, qui bouleversent le climat, qui mettent en danger leurs enfants et leurs parents – car elles ont la charge non seulement des anciens mais aussi des nouvelles générations. Elles ont en charge le quotidien et, même si elles ne connaissent pas le dérèglement climatique ni même le mot, ce sont elles qui sont en première ligne pour l'observer, pour le subir et pour en souffrir.

Et elles savent qu'on ne doit pas travailler contre la nature mais avec la nature. Sur le terrain, on voit partout des femmes qui s'efforcent de trouver des parades, dans leurs pratiques agricoles mais aussi dans d'autres domaines. Je voudrais citer ces femmes de Cotonou qui récupèrent et recyclent de génération en génération des déchets solides qu'elles revendent au marché et des déchets organiques qu'elles transforment en engrais, revendu aux jardiniers ; ces femmes récupératrices, qu'on appelle au Bénin les Gohotos, qui évitent des tonnes de mise en décharge nuisibles pour le climat, ont pu développer avec l'aide d'autres femmes Oxfam, une micro entreprise qui leur permet de gagner leur vie. Des femmes de Pondichéry, que j'ai pu rencontrer pour avoir conduit des actions de coopération entre le Tamil Nadu et ma région Poitou-Charentes : nous avons monté avec ces femmes de Pondichéry une activité de compostage à partir des déchets qu'elles ramassaient dans les rues.

Bref, des milliers de projets pourraient être cités à travers le monde entier, surtout en Afrique où les femmes déploient une énergie invraisemblable, incroyable, par rapport aux difficultés de leur vie quotidienne.

Sur le terrain donc, à l'échelle, nationale, internationale, et surtout locale, la lutte contre le changement climatique a besoin des femmes, de leur ténacité, de leur imagination, de leur détermination. Agir pour les femmes et pour leur égalité, c'est accélérer la lutte contre le changement climatique.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a montré que si les femmes avaient le même accès que les hommes aux ressources productives, elles augmenteraient leur production agricole de 20 à 30 % et permettraient de nourrir 150 millions de personnes supplémentaires. C'est donc évidemment en libérant le potentiel de celles que Oxfam appelle « les héroïnes de l'alimentation » et plus largement de toutes celles qui sont et peuvent devenir les héroïnes de la cause climatique que l'on pourra faire reculer conjointement la pauvreté, les inégalités et la dérive du climat. Dans tous les domaines la participation des femmes améliore le monde. Et lutter efficacement contre le dérèglement climatique, c'est reconnaître leur rôle, c'est renforcer leur accès à l'éducation, à la formation, aux nouvelles technologies, aux emplois de la transition énergétique, aux études scientifiques et techniques. C'est aussi élargir leur possibilité d'entreprendre et partager avec elles le pouvoir de décider. C'est aussi dire comment, pour les projets des femmes, viendront les financements pour le climat.

La France s'est dotée d'une stratégie Genre et Développement, qui a permis en 2014 qu'un quart des projets de l'Agence française de développement contribuent directement à l'égalité homme – femme. C'est un début. Il faudra accentuer cette dimension pour qu'elle soit prise en compte dans tous les projets.

Et nous savons ici que la COP 21 doit être l'occasion d'un saut qualitatif. Comme le dit Mary Robinson qui, j'imagine, va le redire dans quelques instants, avec beaucoup de force, « ce serait un grand pas en avant que l'accord de Paris mentionne explicitement le lien entre la lutte contre le réchauffement climatique, le respect des droits de l'être humain et la promotion de ceux des femme,s dans leur préambule, dans ses chapitres plus opérationnels et dans les financements qui vont être décidés pour l'atténuation et pour l'adaptation ».

Il faut que le programme de travail sur le genre décidé à Lima, qui a déjà donné lieu à une première réunion à Bonn, soit poursuivi et amplifié dans l'année qui vient. Il faut que la présence des femmes soit renforcée dans les délégations des négociations climatiques et dans les représentations de la société civile. Un accord ambitieux pour le climat doit être aussi un accord ambitieux pour les femmes si nous voulons accélérer le tournant vers une économie bas carbone, mieux protéger la biodiversité terrestre et océanique, et faire de la lutte contre la dérive climatique une grande occasion de progrès humain.

C'est pourquoi l'intégration des problématiques de genre aux politiques climatiques doit impliquer trois choses : d'abord, la reconnaissance et la prise en compte des impacts différenciés des désordres climatiques sur les femmes et sur les hommes ; ensuite, la reconnaissance et la valorisation des savoirs, des savoir-faire, des expériences, des contributions des femmes et des communautés de femmes aux stratégies d'atténuation et d'adaptation ; enfin, le soutien à la réduction des inégalités entre hommes et femmes, condition d'efficacité et de justice climatique.

En conclusion, je voudrais évoquer deux grandes figures - indépendamment de celles qui sont là - qui témoignent de l'importance du rôle des femmes dans la défense de l'environnement et de la lutte contre les désastres du climat.

D'abord Rachel Carson, qui mena aux États-Unis dans les années 50-60 un combat pionnier qui aboutit à la première interdiction du DDT. Son livre, *Printemps silencieux*, fut un cri. Un cri d'alerte et un coup de tonnerre, durement attaqué par les lobbys des industries chimiques, mais qui suscita une mobilisation internationale sans précédent contre les dégâts sanitaires et contre la destruction de la nature causée par les pesticides.

Et puis Wangari Maathai. J'ai donné à la salle de projection du cinéma de l'Espace Génération Climat le nom de Wangari Maathai qui fonda au Kenya le Green Belt Movement, qui planta des dizaines de millions d'arbres, qui lia toujours ensemble les combats pour le climat, pour la démocratie et pour les femmes, raison pour laquelle elle obtint le Prix Nobel de la Paix.

On n'aurait pas suffisamment de temps pour citer toutes les pionnières, toutes les femmes engagées, toutes les combattantes, toutes celles qui sont tombées et qui se sont relevées, toutes celles qui au quotidien se battent d'abord pour elles et ceux qui sont autour d'elles avant de penser à elles-mêmes.

Il était très important de vous voir aussi nombreux rassemblés pour cette journée absolument capitale, parce que derrière ce n'est pas facile. Je passe la parole à Mary Robinson qui va vous dire à quel point il est difficile d'intégrer la question des genres ; il faut cent fois sur le métier remettre l'ouvrage, d'abord ces sujets sont toujours abordés en fin de réunion, puis il n'est plus le temps d'en parler. Aussi il est très important que cette question cruciale pour le climat revienne au premier rang des préoccupations des grands dirigeants de ce monde.